

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A Paris le 26 juin 2019

Cérémonie d'ouverture d'une formation interprofessionnelle innovante en matière de lutte contre la traite des êtres humains, le 1^{er} juillet à 11h, au Centre national de formation à la police judiciaire de la gendarmerie nationale, Fort de Rosny, Seine-Saint-Denis

Alors que plus d'un millier de victimes de traite des êtres humains (TEH) ont été identifiées en 2018 en France, cinquante professionnels (enquêteurs, magistrats, avocats et travailleurs sociaux) expérimentent un nouveau mode de formation sur le sujet du 1^{er} au 5 juillet au Fort de Rosny (93).

PROGRAMME CEREMONIE

- **11h00 : cérémonie d'ouverture**
Général d'armée Richard LIZUREY, DGGN
Olivier LEURENT, ENM
Basile ADER, barreau de Paris
Patrick HAUVUY, Ac-Sé
Elisabeth MOIRON-BRAUD, MIPROF
- **11h30 : allocutions des ministres**
Nicole BELLOUBET, garde des Sceaux
Christophe CASTANER, ministre de l'Intérieur
- **12h00 : visite des locaux**
- **12h45 : cocktail et possibilité d'entretiens
avec les organisateurs**

Coopération pluri-institutionnelle

La formation continue « *Enquête et protection des victimes : les enjeux en matière de traite des êtres humains* » qui se tient du 1^{er} au 5 juillet 2019 mise sur une approche interprofessionnelle. En effet, garantir l'accès aux droits des victimes de TEH et poursuivre les auteurs nécessitent de former de façon transversale tous les acteurs impliqués, qu'ils soient professionnels de la justice – enquêteurs, magistrats, avocats – ou travailleurs sociaux.

Pédagogie innovante sous forme de serious game

Construite sous forme de serious game, cette formation est une mise en situation professionnelle inspirée de faits réels de traite des êtres humains et de procédures judiciaires (closes) scénarisées pour l'occasion. Du début des investigations à la protection des victimes, les cinquante stagiaires sont amenés à jouer leur propre rôle face à des acteurs interprétant les victimes et les auteurs. En immersion pendant 5 jours, 24h sur 24, ils seront donc amenés à prendre des décisions en temps réel, aiguillés par une équipe de direction composée de professionnels des différentes institutions et structures.

Une création collective

Conception et mise en œuvre par l'École nationale de la magistrature, la Gendarmerie nationale, le Barreau de Paris, le Bus des femmes, ALC Dispositif Ac.Sé, l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains, la Brigade de répression du proxénétisme, Hors la Rue, l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse, avec le soutien de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains.

CHIFFRES 2018 DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

- **Exploitation sexuelle**
27 des 69 réseaux de proxénétisme démantelés ont été qualifiés de traite des êtres humains.
950 victimes ont été identifiées dont 774 femmes majeures, 146 mineures, 29 hommes majeurs et 1 mineur.
- **Exploitation par le travail**
313 victimes identifiées dont 129 victimes de traite des êtres humains.

ENQUETE 2018 AUPRES DES ASSOCIATIONS AYANT SUIVI DES VICTIMES EN 2016

En 2016, 1 857 victimes ont été suivies par les 24 associations ayant répondu à l'enquête.

Parmi elles, 74 % étaient victimes d'exploitation sexuelle, 15 % ont subi des faits d'exploitation par le travail, 7% ont été exploitées à des fins de contrainte à commettre des délits et 2% à des fins de mendicité forcée.

Consulter [l'enquête menée par l'ONDRP et la MIPROF en lien avec le collectif "Ensemble contre la traite des êtres humains"](#).